

Mon engagement dans la lutte pour l'indépendance

NOURREDINE ABDI

CNRS, PARIS

Né le 15 Août 1929 à Médéa, le 1^{er} Novembre 1954, j'avais exactement 25 ans et 2 mois et demi. Jusque-là mon engagement consistait surtout en la participation aux diverses réunions et débats politiques auxquels je pouvais assister. De même, la lecture de la presse dont celle du Parti du Manifeste et celle du MTLD que me fournissait mon coiffeur à Médéa ou quelque vendeur à la sauvette à Alger. Enfin, les discussions avec mes camarades au collège, puis à l'université dont Mohamed Benyahia, Réda Malek, Abdesselam Belaïd... qui, originaires de l'Est algérien, furent plus touchés que moi par les événements du 8 Mai 1945 et se trouvaient engagés en conséquence.

C'est de par ma qualité d'enseignant, que j'ai apporté mon soutien en 1956, à la constitution de l'UGTA, puis à la grève des étudiants. A partir de l'année suivante, je participais directement à la lutte de libération, dans l'organisation d'Alger dans le cadre de la wilaya IV. Enfin, je poursuivis mon action hors du pays à partir de mars 1958, y compris en vue de la décolonisation agraire surtout après mon retour le 19 avril 1962.

En qualité d'enseignant

Comme nombre de mes collègues, avant de finir par m'engager directement dans la lutte de libération, c'est en rapport avec l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), à partir de sa constitution, que j'eus la possibilité de le faire. Ceci à commencer par ma participation à un dialogue de sourds entre les responsables de la future UGTA et l'UGSA-CGT, la centrale en place. D'autant que malgré que l'algérianisation du mouvement syndical avait, sous une forme ou sous une autre, atteint un point de non-retour, il fallait coûte que coûte, constituer immédiatement une centrale pro-FLN, étant donné que les messalistes avaient pris l'initiative de la formation de la leur, l'USTA. Il est vrai que le rejet des pieds-noirs, dans leur grande majorité, dans le camp de la « pacification » était consacré en ce début de l'année 1956 par la déclaration de guerre en Algérie de la gauche française qui venait d'être portée au pouvoir à Paris, pour faire la paix.

La seule fois où je n'avais pas échappé à la police durant la guerre de libération, c'est l'été 1956. Après avoir été cueilli aux abords du siège de l'UGTA, je fus interrogé non sans violence par plusieurs agents au Commissariat Central, au sujet d'un texte intitulé « les Opprimés », que j'avais sur moi, que je destinais comme article pour le journal *l'Ouvrier Algérien*. Ils acceptèrent difficilement mon explication qu'il s'agissait d'une note de recherche pour mon enseignement.

Enfin, j'ai apporté surtout à partir d'octobre 1956, mon soutien à la grève des études, en intervenant dans ce sens dans l'enseignement secondaire auprès des élèves des grandes classes, à Médéa où j'ai été en fonction jusqu'à la grève générale de fin janvier-début

février 1957. Ce n'était pas facile pour un enseignant d'agir ainsi. D'autant que la clandestinité aidant, le mot d'ordre de grève fut communiqué sans explication, au moment où on s'apprêtait à présenter des examens, après les avoir préparés toute l'année. Et que la décision était d'autant plus injuste, qu'elle ne touchait pas ceux qui ayant les moyens de se rendre à l'étranger, purent y poursuivre sans difficulté leurs études.

Certes, une fois en grève, les élèves prirent dans l'enthousiasme et dans leur grande majorité le chemin du maquis. Ceci même à un âge relativement bas, comme ce fut le cas de mon cousin Osmane Abdi, que je ne parvins pas à empêcher de le rejoindre à l'âge de 17 ans. Il pût s'y faire admettre devenant Si Okba commissaire politique dans cette wilaya IV dont il n'en revint pas. Tout ceci ne constitua pas moins le sacrifice d'une bonne partie de la matière grise du pays.

Etant donné leur nombre, la participation des instituteurs apparaît dans l'absolu plus importante dans le mouvement syndical, que celle par exemple des enseignants du secondaire bien moins nombreux. Personnellement, j'avais y compris après mon passage en 1957, de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, notamment en tant qu'enseignant à l'Institut Agricole d'Algérie (l'actuel Institut National Agronomique), à El-Harrach, apporté ma contribution à la lutte.

Dans la wilaya IV

En effet, en février 1957, je quittais Médéa pour Alger, pour travailler à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales d'Alger (IRESA), sous la direction de Jacques Pereyga, doyen de la Faculté de Droit d'Alger. Un institut où j'avais depuis 1955, entrepris tout naturellement de mener des recherches sur la paysannerie par le sort de laquelle j'avais été marqué. Ce qui procédait chez moi de l'affectif autant que d'un engagement objectif, étant donné que j'avais vécu dans sa proximité et allait décider ainsi de ma vocation à savoir l'étude du monde rural.

Déjà adolescent, j'étais témoin de sa condition tragique, avec notamment le spectacle qu'il m'arrivait de voir non loin de chez moi. Ainsi du cas d'un colon qui me paraissait d'autant plus immense qu'il se tenait généralement debout sur le lieu le plus élevé sur ses terres, avec à la main un très gros gourdin qu'il n'aurait utilisé contre aucune de ses bêtes. Or dans cette position dominante et par cette attitude, il paraissait écraser le groupe d'ouvriers algériens maigres et mal vêtus qui l'échine basse, travaillaient alentour. La scène avec l'impression de violence qui s'en dégageait, était pour moi insupportable. Plus tard, un fellah d'une dechra d'Ouzera située à une dizaine de kilomètres au Nord-Est de Médéa, avec lequel j'étais en relation avant 1954, m'avait posé la question suivante après le 1^{er} novembre de cette année, alors qu'il était membre de la wilaya et donc un compagnon de lutte : « Est-ce qu'après tous les sacrifices que consent la paysannerie, celle-ci ne serait pas laissée pour compte après l'indépendance et que ce sera le citadin (il avait eu le tact de ne pas ajouter tel que toi, Nourredine) qui en tirera tout l'avantage ? »

Plus tard dans les années soixante-dix, je découvrirai à la bibliothèque du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique Moderne (C.H.E.A.M.) à Paris, les modestes pages que j'avais ainsi écrites dans ces années cinquante, à l'IRESA, sur la paysannerie.

Devant l'accentuation de la torture à partir de février 1957, le Doyen accepta de faire une lettre au gouvernement français à ce sujet. C'était le moment où les responsables

français se lançaient dans une forte répression en réponse à la grève et aux attentats à la bombe. A la suite de l'interception et la publication de sa lettre par Beuve-Méry, rédacteur en chef du journal *Le Monde*, le Doyen sera destitué de ses fonctions par ses collègues enseignants et devra quitter Alger par la port, sous les insultes et les menaces des étudiants et des para.

Ce sera à l'Institut Agricole d'Algérie, aujourd'hui Institut National Agronomique, à El-Harrach, où je venais d'être admis au département d'Economie et de sociologie rurales, que Ahmed Fekhar pris contact avec moi au nom de la wilaya IV. C'était au moment où la Zone autonome d'Alger finissait par s'effondrer. Les membres de celle-ci ayant le sentiment d'avoir fortifié la Casbah au point d'en faire une véritable citadelle, n'étaient pas prêts de s'en extraire, bien que nous pouvions leur apporter notre aide pour prendre le large. Il y restaient pour la plupart prisonniers comme dans une souricière pour être pris, voire assassinés, les uns après les autres.

C'est fin septembre que nous entreprîmes à la demande de Si M'hamed de la wilaya IV, la réorganisation dans le cadre de celle-ci de ce qui avait été la Zone autonome. Je devins alors Si Mebarek, en souvenir de mes élèves du collège de Tizi-Ouzou, qui m'avaient affublé un an plus tôt du surnom Dâ-Mebarek (Oncle Mebarek). Je m'engageais avec d'autant plus de conviction dans cette mission sous l'égide de la wilaya IV qu'elle se distinguait notamment par son grand niveau politique et la qualité de ses dirigeants.

La Zone autonome avait fini par connaître un réel vide politique à la suite de la dispersion en février de la direction nationale du FLN. Et, depuis, la répression avait eu raison d'une bonne partie de la population, surtout parmi la jeunesse dont nombreux étaient ceux qui étaient devenus des supplétifs des forces françaises dans des quartiers algériens qui s'étaient signalés jusque-là par leur combativité. Le plus souvent nous devions éviter de nous y rendre pour ne pas se faire remarquer en tant qu'extérieurs. Ce qui ne facilitait pas les contacts avec les personnes lesquelles étaient devenues elles-mêmes réticentes à tout engagement, même lorsqu'elles avaient pleinement participé précédemment. Un changement d'attitude dont je compris la cause à la suite d'une discussion avec un collègue professeur d'histoire et ancien militant du MTLN, auquel je m'étais adressé à la demande de la wilaya. Me connaissant, c'est sans échappatoire qu'il m'exposa la raison de sa réserve, il évoqua la distance qui s'est établie entre la population et la tête politique de la révolution du fait de son installation hors du pays. Or, cette direction politique était composée de membres de l'élite nationaliste ancienne et éprouvée, en laquelle se reconnaissaient les anciens militants nationalistes qui constituaient jusque-là l'ossature de la Zone autonome.

D'autant que face à l'offensive lancée par la soldatesque française à partir de fin janvier, début février, la lutte telle qu'elle fut poursuivie par les épigones des anciens responsables, avait fini par se réduire de plus en plus aux seuls attentats à la bombe, avec de moins en moins d'initiatives sur le plan politique de la lutte lequel se trouvait pour ainsi dire, disqualifiée dans les faits. De plus, si la place centrale pour ne pas dire exclusive prise par la poursuite des attentats à la bombe dans le fonctionnement de ce qui restait de l'organisation de la zone autonome pouvait s'expliquer par l'amoindrissement de celle-ci. Elle correspondait aussi à l'attente de la population musulmane à ce que la lutte se poursuive de cette façon, étant donné ce qu'elle subissait et son exaspération face à la population pied-noir.

Dans la situation dans laquelle on se débattait et en particulier notre isolement, nous parvenions difficilement à mobiliser la population. Nous n'étions qu'un petit nombre de personnes dont nombre d'originaires de l'intérieur du pays notamment de Médéa, où la proximité du monde rural faisait que nous étions davantage accoutumés à la dureté de la lutte. Ainsi, n'avions-nous nullement le sentiment que notre engagement dans cette bataille pour Alger, notre capitale, pouvait être suicidaire comme nous le répétaient les personnes que nous sollicitions. J'admirais le courage d'un soixantenaire, un mécanicien, dont j'avais obtenu la participation et qui me recevait avec Ahmed Fekhar à son garage, à proximité même de sa maison. Les seules précaution qu'il prenait c'était pour nous, refusant de retenir même nos surnoms celui de « Si M'barek » pour moi et de « Si Berkane » pour Fekhar. J'étais pour lui simplement « mou-el-cartable », l'homme au cartable, puisque j'avais toujours quelques bouquins sous le bras. Personnellement, comme seule précaution, j'avais préféré laisser ma famille à Médéa, chez mon grand-père, ce qui me facilitait tout au moins le changement de lieu à la moindre alerte. Sinon j'acceptais, à toute fin utile, dans l'éventualité d'une disparition, de rester en contact avec un ami avocat, actuellement vice-président de l'association France-Algérie.

J'eus à m'occuper de l'organisation de la propagande, ce qui m'était facilité il est vrai par la disposition à l'Institut Agricole d'Algérie de tout le matériel nécessaire à la dactylographie et à la reproduction. Je pouvais le transporter le week-end, du quartier de Belfort d'El-Harrach, au lieu où il était possible de l'utiliser à notre convenance (comme c'était le cas le plus souvent dans le hammam Derradji, au centre de cette ville). J'avais à contribuer ainsi à l'action de mobilisation face à l'impact de la répression et de la propagande française, sur la population qui se trouvait en plein désarroi et dont il nous fallait obtenir la poursuite de sa participation.

En fait, diverses autres tâches m'étaient confiées. Il y avait la réorganisation de l'UGTA, étant donné que j'y avais contribué durant l'année 1956 et qu'elle était quasi-entièrement déstructurée. Ce que j'entrepris en commençant par le petit personnel de l'Institut parmi lequel nombreux étaient les Algériens notamment dans la ferme expérimentale. Hors de ce cadre, la remise sur pieds d'autres syndicats s'avéra aussi difficile que d'obtenir l'engagement directement dans la lutte.

De même je devais m'occuper de l'achat d'équipement pour la wilaya.

Plus encore, il m'arrivait d'avoir à transporter dans une 4 chevaux, y compris entre Médéa et Alger, un responsable installé à l'arrière avec sa tenue de maquisard à peine camouflée et son arme, sans parler qu'il circulait ainsi en plein Alger prenant contact avec chacun d'entre nous, ce qui ne facilitait pas notre maintien dans la clandestinité. Je finis par ne plus pouvoir me rendre à l'Institut et à être sur le front en permanence.

Néanmoins, les tâches qui m'incombaient ainsi finirent par s'avérer sans commune mesure avec les possibilités dont je disposais, sans parler d'un fort risque d'improvisation. Enfin, mon état de santé était défaillant alors que je vivais dans des conditions difficiles obligé de changer constamment de lieu pour la nuit. Ce à quoi s'ajoutait une suspicion vis-à-vis de l'un d'entre nous, alors que les gens que nous avions recrutés, l'avaient été par l'intermédiaire de proches. J'en étais arrivé ainsi à ne plus être mesure d'assurer ce qui était attendu de moi. J'en discutais avec Ahmed Fekhar lequel approuva mon dessaisissement de mes responsabilités.

Comme je ne pouvais reprendre mon activité à l'Institut, je décidais de quitter Alger. A Médéa, le docteur Benmerabet que je consultais, me convainquit d'aller me soigner dans un centre de soins en France, ce pourquoi il m'aida pour les démarches. Je partais ainsi en Mars 1958, en laissant ma famille à Médéa, pensant la retrouver quelques mois plus tard.

En préparation pour l'indépendance

Je fus admis dans un centre universitaire où sur l'invitation de l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), je faisais des conférences sur la situation misérable de la paysannerie algérienne en comparaison avec le secteur riche des colons. A ma sortie, je fus reçu dans un centre de comptabilité agricole à Lausanne en Suisse, centre avec lequel j'étais en relation alors que j'étais à l'Institut Agricole. Je présentais là aussi ce problème du monde rural en Algérie.

Le militarisme français s'étant trouvé renforcé en Algérie, par la geste gaullienne qu'il était parvenue à mettre à contribution, je préférais retarder mon retour à Alger et en informais Abdelhafid Keramane de la Fédération de France qui m'avait reçu à Paris. J'eus droit à une attestation d'appartenance à la Fédération, mais sans recevoir d'attribution. Cette liberté me permit de participer aux travaux de l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) lequel était au top niveau dans le domaine de la réflexion sur la question du développement, à l'initiative de professeurs François Perroux, René Dumont...

Fin juin, la situation n'ayant pas évoluée et étant donné qu'il me fut conseillé de quitter la France, je convins avec Bellahouane ancien responsable de l'UGEMA qui se trouvait lui aussi sans attributions, de nous rendre ensemble au Maroc où je venais d'avoir des contacts. Un collègue économiste de Paris, intéressé par l'agriculture de ce pays y allant avec sa voiture, entendant y demeurer pour éviter ainsi d'être engagé dans la guerre en Algérie. Il accepta de prendre avec moi d'autres personnes.

J'éprouvais un fort sentiment de culpabilité avec l'impression non seulement de désertier le combat et d'abandonner mon pays alors plongé dans l'épreuve dans laquelle j'avais quelque peu contribué à l'entraîner. Etant resté en contact avec Ahmed Fekhar, je l'avisais de cette destination définitive qu'allait avoir ma sortie du pays.

Bellahouane et moi fûmes reçu le 1^{er} juillet, au port de Tanger par Abdesselam Belaid avec lequel j'avais participé aux débuts des années cinquante aux activités étudiantes à l'Université d'Alger. Abdelkader Kalache, un ancien militant du MTLD, qui se trouvait à Paris dans la même situation que nous et que j'invitais à nous accompagner, ne nous rejoindra au Maroc que bien plus tard après être passé par Alger en pleine effervescence « Algérie française ».

A Rabat, je fis partie d'une commission du FLN chargée de la propagande et de la sensibilisation à la cause algérienne. J'avais comme fonction de soumettre des projets de tracts. Je me souviens encore de l'un d'entre eux qui fit un grand bruit, dans lequel je lançais un appel au soutien international en faveur de notre lutte de libération. Ceci notamment en direction de pays communistes dont la Chine où des dirigeants de notre lutte obtenaient en s'y rendant, surtout de ce dernier pays, une aide importante notamment en armes. Un soutien dont le résultat était davantage l'inquiétude que provoquait, y compris hors de France, ce rapprochement de l'Algérie de l'Est.

Je participais aussi aux activités du bureau de l'UGTA avec Ahmed Kroun, Fatima Bensalem..., en relation avec Abdelkader Maachou du bureau de l'UGTA de Tunis.

Certes, fin 1960, excédée par les attermolements de De Gaulle après qu'il ait accepté un an auparavant le principe de l'autodétermination, la population algérienne, monta à l'assaut. Mais nous étions loin de nous douter du départ massif des pieds-noirs, moins de deux ans après, qui contribuera grandement la décolonisation rapide et totale notamment de l'agriculture. Ainsi, je participais à l'élaboration d'un projet de réforme agraire et de politique agricole pour l'indépendance, avec Abdenour Aliyahia qui avait reçu à cet effet, mission du GPRA. Cette recherche me fut facilitée par l'expérience acquise à l'Institut Agricole d'Algérie et à l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) à Paris et par la possibilité que j'avais eu depuis mon arrivée au Maroc de prendre part à la préparation de la réforme et de la planification de l'agriculture de ce pays, ainsi que de son financement. Ceci sous la supervision notamment par le professeur d'agronomie René Dumont que j'avais connu à l'IEDES. J'associais à cette recherche pour le GPRA, d'autres compétences avec lesquelles je collaborais dans le cadre de cette activité dans le cadre de l'agriculture marocaine.

Le 19 avril 1962, un mois jour pour jour après le cessez-le-feu, je rejoignais via Paris, à Boumerdés, à l'Est d'Alger, le siège de l'Exécutif Provisoire franco-algérien institué dans le cadre des Accords d'Evian. J'avais à doubler le délégué à l'Agriculture qu'avait imposé le gouvernement français, en tant que représentant de la grande propriété agricole dont celle des colons. Des fonctions que je pris compte tenu de la compétence que je pensais avoir acquise dans ce domaine surtout hors du pays et que je voulais mettre au service du monde rural dont la situation était la plus difficile.

Je reviendrai à Médéa le jour du référendum. Après avoir voté, je me rendais chez mon grand-père dont la maison dominait la ville. Sans attendre j'arborai au haut du toit nos couleurs suivi en cela par tout le voisinage.

Face à la réserve vis-à-vis de moi du délégué à l'Agriculture et surtout celle de ses collaborateurs je décidais d'intervenir directement sur le terrain, sans attendre le mois de septembre date de la fin de l'Exécutif. Je prenais part à la décolonisation de l'agriculture à la fois dans les fermes des colons et à l'Institut Agricole d'Algérie.

Je rejoignis cet Institut en ayant obtenu la direction en tant qu'ancien enseignant. Dans mon dossier, je trouvais une décision de révocation signée de la main du général Salan 4 ans plus tôt. L'ancien directeur qui était encore en place venait d'établir des certificats de cessation de paiement pour tous les enseignants lesquels étaient Français, sans même leur demander leur avis. En effet, il était prévu que l'Institut n'aurait plus à fonctionner dans une Algérie indépendante et que les étudiants qui voulaient entreprendre des études agronomiques devaient le faire hors du pays notamment en Tunisie. Ce qui rendait difficile la formation de cadres algériens dans ce domaine et la reprise en main du secteur moderne de l'agriculture. Je réussis à convaincre Oulid-Aissa ancien haut fonctionnaire et directeur de l'Agriculture à renoncer à ce projet et la plupart des enseignants à demeurer à leur poste. Ma démarche se trouvant facilitée par le fait que j'étais présent parmi eux quatre ans auparavant, même si j'étais appelé par certains le « professeur indigène ». Pour le département d'Economie et de sociologie rurales, dont l'orientation devait être en fonction de la décolonisation et de la prise en main de ce secteur moderne, je fis appel à d'autres compétences que celles qui étaient en place, des collègues qui avaient fait leur preuve avec moi au

Maroc, dans la préparation de la réforme et de la planification de l'agriculture de ce pays, de même qu'à l'élaboration des mêmes projets pour l'Algérie indépendante cités ci-dessus.

J'entrepris aussi d'agir auprès des collectifs des travailleurs des fermes des colons dans la wilaya IV, cet été 1962. Ceci étant donné la situation favorable issue de la lutte de libération dans cette région, notamment la neutralisation à la fois de la colonat et de l'administration qui le soutenait. L'objectif étant la poursuite de la production agricole par ces collectifs de travailleurs en les constituant en tant que comités de gestion des fermes où ils avaient été employés jusque là.

L'ancienne Fédération de travailleurs agricoles, F.T.A., que je restaurais dans le cadre de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, U.G.T.A, avec la participation d'un petit groupe dont Ahcène Izza et des personnes proches de ce secteur agricole, devait contribuer essentiellement à soutenir cette action.

Le journal *l'Ouvrier Algérien*, premier organe de l'U.G.T.A., rend compte à partir de l'été 1962 jusqu'au début de l'année 1963, de cette action menée en vue de cette décolonisation du secteur moderne de l'agriculture, dans des articles et surtout dans la rubrique « La vie des Comités de Gestion », dont j'ai été le rédacteur durant cette période. De même le texte d'une conférence prononcée par mes soins en novembre 2005 à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tlemcen et publié dans le n° 5 de juin 2006, de sa revue *Economie et management*, sous le titre « Une économie solidaire issue de la lutte de libération, le mouvement autogestionnaire... ».

Un jour Benbella vint impromptu à l'Institut, pour me demander de succéder à Amar Ouzegane à la tête du ministère de l'Agriculture. Lui ayant fait part de mes réserves vis-à-vis de la bureaucratisation de la gestion des anciennes fermes des colons, entreprise hors de ce département, il se rendit compte que je n'étais pas prêt pour assumer cette fonction dans le contexte de cette forme de prise en main qui était en cours dans tous les autres secteurs du pays.

Pour clore ce document, j'évoquerai ma déception devant l'adoption à la fin des années quatre-vingt, d'une certaine orientation politique, par le principal responsable de l'organisation combattante que nous avons mise en place à Alger, en 1957-58. Ceci au point de déclarer au début de la décennie quatre-vingt-dix, que « les marxistes ne perdent rien à attendre ». Juste avant que les intellectuels, écrivains, enseignants, médecins... ne commencent à être visés par des attentats ciblés.